

**L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais pouvoir dire en quoi consistent les garanties suffisantes, mais des pourparlers se déroulent actuellement entre le ministre des Transports, la Commission des ports nationaux, le ministère de la Justice et celui des Travaux publics dans un effort pour arriver à une solution possible et satisfaisante.

**M. Alexander:** Le ministre peut-il nous dire s'il poursuit des entretiens, à propos des garanties, avec les sociétés qui sont actuellement mises en accusation? Le gouvernement a-t-il l'intention de dire à la Chambre et au public quelles seront ces garanties, et cherchera-t-il vraiment à obtenir l'approbation de la Chambre au sujet des garanties et des contrats avant de les conclure? Je demande ces détails car il s'agit d'une question très grave et que toute cette situation revêt un caractère fort singulier.

**M. Drury:** Je dirais volontiers à la Chambre quelles sont ces garanties, mais chercher à obtenir l'approbation sur les techniques qui seront adoptées et qui, j'en suis persuadé, s'imposeront d'elles-mêmes à la Chambre, constituerait sans doute une perte de temps qui retarderait un travail constructif dans ce domaine.

● (1440)

**M. Alexander:** Monsieur l'Orateur, une dernière question supplémentaire. Je comprends fort bien dans quelle situation difficile le ministre se trouve, mais je me demande s'il pourrait dire à la Chambre et aux Canadiens quelles précautions sont prises avant la signature des contrats avec les compagnies de dragage, surtout celles contre lesquelles pèsent des accusations. Pourrait-il nous le dire?

**M. Drury:** Monsieur l'Orateur, ce ne serait pas vraiment difficile, car le délai entre l'appel d'offres et l'adjudication des contrats est forcément assez long.

\* \* \*

[Français]

### L'AGRICULTURE

LE PROBLÈME DE L'APPROVISIONNEMENT EN GRAINS DE PROVENDE DANS L'EST—ON DEMANDE QUELLES MESURES PRENDRA LE GOUVERNEMENT

**M. Yves Caron (Beauce):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture.

A la suite de nombreuses questions que certains députés ont posées à la Chambre la semaine dernière au ministre de l'Agriculture, et étant donné que le problème de l'approvisionnement des grains pour les agriculteurs de l'Est n'est pas encore réglé dans les élevateurs, le ministre de l'Agriculture entend-il prendre des mesures spéciales pour régler le plus tôt possible ce problème très urgent, et dans l'affirmative, quelles sont-elles?

**M. La Salle:** Très bonne question.

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, les grévistes ne relèvent pas de la compétence du ministère de l'Agriculture. L'expédition du grain se poursuit toujours. Des navires circulent encore dans le Saint-Laurent. Du grain est expédié de Prescott et de Montréal. Il en parvient encore à l'heure actuelle aux meuneries mais nous ignorons combien de temps cela durera.

### Questions orales

#### LA SANTÉ

LA SEXUALITÉ ET LES MILIEUX ESTUDIANTINS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Peter Elzinga (Pembina):** Monsieur l'Orateur, c'est au très honorable premier ministre que je destinais ma question, mais puisqu'il est absent, je la poserai au premier ministre suppléant. Lors d'une discussion récente, un fonctionnaire de la Santé nationale et du Bien-être social a fait une déclaration que je citerai textuellement, comme je l'ai par écrit. Si la Chambre veut bien faire preuve d'indulgence à mon égard...

**M. l'Orateur:** Peut-être le député devrait-il tout simplement poser sa question.

**M. Elzinga:** La citation est essentielle à ma question, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Allez-y.

**M. Elzinga:** Merci, monsieur l'Orateur. La citation se lit ainsi:

Des publications réunies sous la rubrique «Génération» fournissent aux étudiants des niveaux secondaire et universitaire des renseignements complets sur les différents problèmes... Nous avons constitué un comité consultatif dont la principale tâche consiste à trouver de nouveaux moyens pour faire comprendre aux gens que, par exemple, «Les relations sexuelles sont admises, mais les maladies vénériennes sont à éviter à tout prix».

C'est parce que je me préoccupe de ce problème que j'aimerais demander au premier ministre suppléant...

**M. Alexander:** Qu'est-ce que Mitch peut bien savoir de la sexualité?

**M. Elzinga:**... si le gouvernement actuel a pour politique de donner aux étudiants du niveau secondaire l'impression que les relations sexuelles sont admises, mais que les maladies vénériennes sont à éviter?

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je dois avouer que je trouve des appuis à la Chambre pour la première partie de cette déclaration.

\* \* \*

### L'ÉNERGIE

LA DÉCISION DE L'AGENCE INTERNATIONALE QUANT À LA FIXATION DES PRIX MINIMAUX—LA POSITION DU CANADA

**M. James Gillies (Don Valley):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. L'Agence internationale de l'énergie, composée de 18 membres, a consenti à établir des prix minimaux internationaux pour l'énergie et a convenu que cette décision devrait être prise d'ici au 1<sup>er</sup> juillet. Le ministre peut-il dire à la Chambre quelle position adoptera le gouvernement au sujet du prix minimum pour protéger notre investissement dans l'énergie et le mazout?